

**Séance Officielle du 12 février 2016**

**RAPPORT AU CONSEIL TERRITORIAL**

**DÉLIBÉRATION PORTANT CRÉATIONS D'EMPLOIS PERMANENTS AU SEIN  
DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

Dans le cadre de la réorganisation de la direction des finances et de la logistique, il convient de créer un poste d'adjoint administratif affecté aux moyens généraux.

Dans le cadre de la fiche action 2.3 du plan d'action 2015-2020 du Schéma de Développement Stratégique et afin que la Régie de Transports Maritimes puisse promouvoir le territoire et élaborer une stratégie commerciale, la création d'un poste d'agent commercial et marketing s'avère indispensable.

Le comité technique, lors de sa séance du 27 janvier 2016, a émis un avis favorable au projet de délibération portant créations d'emplois permanents au sein de la Collectivité Territoriale de Saint-Pierre et Miquelon.

Tel est l'objet de la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Vice-Président,**

**Stéphane LENORMAND**

Séance Officielle du 12 février 2016

**DÉLIBÉRATION N°46/2016**

**PORTANT CRÉATIONS D'EMPLOIS PERMANENTS AU SEIN DE LA  
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

**LE CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 3-2 et 3-3 ;
- VU** le tableau des effectifs ;
- VU** l'avis du comité technique ;

**CONSIDÉRANT** que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la Collectivité ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à l'assemblée de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services ;

**SUR** le rapport de son Président,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ  
A ADOPTÉ LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT**

**Article 1** : Il est créé deux postes d'adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet.

**Article 2** : Ces emplois pourront être pourvus par des fonctionnaires de catégorie C de la filière administrative au grade d'adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe.

**Article 3** : Le traitement sera calculé par référence à l'indice brut de la grille indiciaire des adjoints administratifs de 2<sup>ème</sup> classe déterminé par l'ancienneté de l'agent ou détenu dans l'emploi précédent.

**Article 4** : Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget de la Collectivité.

**Article 5** : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

**Adopté**

14 voix pour  
00 voix contre  
03 abstentions  
Conseillers élus : 19  
Conseillers présents : 12  
Conseillers votants : 17

**Transmis au Représentant de l'État**

**Le 16/02/2016**

**Publié le 19/02/2016**

**ACTE EXÉCUTOIRE**

**Le Président,**

**Stéphane ARTANO**

**PROCÉDURES DE RECOURS**

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (\*)

*(\*) Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*